



Quatrième séance (spéciale)

Lundi 4 juin 2007, 11 h 35

Présidence de M. Sulka

ALLOCATION DE SON EXCELLENCE

M. JOHN KUFUOR,

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GHANA

ET PRÉSIDENT DE L'UNION AFRICAINE

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Je donne la parole à Son Excellence M. Somavia, Secrétaire général de la Conférence, pour accueillir notre très distingué invité, le président Kufuor de la République du Ghana.

Original anglais: Le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de la CONFÉRENCE

Nous sommes très fiers, Monsieur le Président, de vous accueillir durant cette 96^e session de la Conférence internationale du Travail qui réunit gouvernements, employeurs et travailleurs – cette grande assemblée du tripartisme mondial. Et c'est un grand honneur que vous nous faites en étant présent ici au moment où votre pays célèbre son jubilé d'or.

En vous saluant, nous saluons le dirigeant d'une nation dont l'indépendance, il y a cinquante ans de cela, a aidé à poser les jalons pour la libération du continent africain tout entier. Nous saluons un juriste exceptionnel, un dirigeant du monde des affaires, haut fonctionnaire pendant longtemps, membre du Parlement, diplomate et ancien vice-ministre des Affaires étrangères. Mais celui que nous saluons aujourd'hui, c'est peut-être par-dessus tout le président de l'Union africaine, élu à l'unanimité à ce poste, qui nourrit la même vision panafricaine que son compatriote Kwame Nkrumah.

(Applaudissements.)

Et, chers amis, nous saluons un Président qui s'est élevé contre l'intolérance et qui est un fervent défenseur des droits de l'homme.

Monsieur le Président, vous connaissez le prix de la liberté, ayant été jeté en prison par deux fois pour avoir combattu pour vos idées et vos idéaux.

(Applaudissements.)

Vous apportez une vision unique et un panorama d'expériences à notre assemblée: en tant que dirigeant local ayant aidé à diriger la deuxième ville du Ghana avant d'assumer la fonction de secrétaire du gouvernement local, en tant que dirigeant national mettant en relief les priorités que sont la stabilité sociale par l'emploi des jeunes, le développement du secteur privé et la bonne gouvernance, en tant que dirigeant régional aidant à négocier et à assurer la paix dans certains des conflits les plus durs et les plus sanglants qui se sont déroulés dans des pays

voisins, en tant que dirigeant continental renforçant les institutions de gouvernance et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique en présentant le Ghana comme premier pays au processus d'examen par des pairs du NEPAD – vous donnez vraiment l'exemple – et en tant que dirigeant mondial représentant l'Afrique dans le monde comme président de l'Union africaine, une Union africaine sûre d'elle, connaissant le rôle qu'elle doit jouer dans l'Afrique d'aujourd'hui.

Monsieur le Président, du niveau local au niveau mondial, vous nous apportez une somme d'expériences et une vision à la fois profondes et vastes. Permettez-moi de dire, sur le mode personnel et en tant qu'ami de l'Afrique, que j'ai vu votre leadership exceptionnel à l'œuvre au sommet historique de l'Union africaine sur l'emploi et la réduction de la pauvreté, à Ouagadougou, ainsi qu'au Sommet régional sur l'emploi et la pauvreté, à Cotonou, où nous avons eu la possibilité de discuter de toutes ces questions avant le processus de Ouagadougou et avant que l'Afrique ne joue un rôle de chef de file dans le monde en favorisant l'adoption de l'Agenda du travail décent au niveau mondial. Tout a commencé en Afrique, à Cotonou, puis à Ouagadougou, sous l'impulsion de l'Union africaine. Et vous avez jouée un rôle essentiel dans le succès de ces deux sommets. Vous avez pris fermement la défense du travail décent et d'une vie décente pour le peuple du Ghana et, en fait, du continent tout entier et même du monde. Un proverbe ghanéen nous rappelle que ce n'est pas l'or ni l'habit, mais l'être humain qui compte.

Monsieur le Président, vous nous montrez votre attachement aux valeurs de l'OIT par vos politiques et votre présence ici même. Tout comme vous êtes ici avec nous, permettez-moi de vous dire, en mon nom et – je ne crois pas me tromper – au nom de tous ceux qui sont présents dans cette salle, que nous serons nous aussi avec vous dans la quête du travail décent, d'une mondialisation équitable, de la justice sociale pour le peuple du Ghana et tous les peuples d'Afrique. Je vous remercie beaucoup de nous avoir fait l'honneur d'être ici parmi nous.

Original anglais: M. KUFUOR (Président de la République du Ghana)

Je tiens à remercier le Directeur général de l'invitation qui m'a été faite de partager avec vous quelques réflexions lors de cette 96^e session de la Conférence internationale du Travail.

C'est une invitation qui m'honore. En tant que Président de la République du Ghana et en tant que président en exercice de l'Union africaine, je consi-

dère que cet exercice est un honneur pour le Ghana et un honneur pour l'Afrique.

Avant de poursuivre, permettez-moi, Monsieur le Président, de vous féliciter ainsi que les membres de votre Bureau pour votre élection à la présidence de la Conférence.

La 96^e session de la Conférence internationale du Travail a lieu à un moment critique pour l'Afrique, un moment où toute l'Afrique déploie des efforts pour se transformer dans le contexte de la mondialisation. La mondialisation a représenté pour toutes les nations du monde de nouveaux défis qui réclament de nouvelles réponses, réponses qui doivent placer l'être humain au centre des préoccupations et ne pas en faire un élément accessoire. En effet, le monde a été pris dans les filets de la mondialisation et il doit maintenant s'adapter à cette réalité au profit de l'humanité tout entière.

Ce phénomène de la mondialisation qui, a posteriori, a toujours fait partie intégrante de la dynamique de l'époque scientifique et technologique dans le monde, s'est accélérée ces vingt dernières années, et notamment depuis la fin de la guerre froide. L'arrivée de l'ère de l'électronique ainsi que de l'ordinateur et des technologies de l'information et de la communication a réduit le globe à un village. Elle révolutionne le mode de production et change radicalement la position des communautés et des nations. Sa maîtrise et ses usages novateurs libèrent des richesses inimaginables pour ceux qui la maîtrisent, quels qu'ils soient et où qu'ils soient. En revanche, ceux qui ne se sont pas intégrés dans cette mondialisation risquent de rester au bord de la route et risquent d'être les oubliés de l'histoire. Malheureusement la grande majorité de la population mondiale, y compris dans la plupart des pays africains, se trouve dans la catégorie de ce groupe menacé. Cet écart qui se creuse rapidement est le principal défi que pose le processus de mondialisation à l'humanité et c'est un défi qui est à la fois matériel et moral.

Heureusement, l'Organisation des Nations Unies ainsi que ses institutions spécialisées, y compris l'Organisation internationale du Travail, le G8 et les différents groupes continentaux et régionaux sont de plus en plus conscients de ce danger et s'engagent à titre individuel ou collectif à trouver des réponses appropriées pour permettre à l'humanité de contenir et de surmonter cette menace dans la mesure du possible.

En tant qu'instance, l'OIT a toujours répondu aux processus et aux évolutions politiques, socio-économiques et technologiques qui ont une incidence directe sur la qualité de la vie dans ce monde en mutation rapide. Il est très rassurant de constater que les mandats tripartites de l'Organisation, à savoir les gouvernements, les employeurs ainsi que les travailleurs, reconnaissent ces défis et commencent à coopérer ensemble pour les relever. Après tout, il est vrai que les intérêts de ces parties prenantes ne s'excluent pas mutuellement. Au contraire, ces intérêts sont liés de manière inextricable et doivent par conséquent être organisés et gérés pour qu'ils puissent se renforcer mutuellement au profit de leur avantage collectif et individuel.

Grâce aux interventions progressives de l'OIT et grâce à la sensibilisation qu'elle a menée auprès d'autres institutions spécialisées des Nations Unies, les questions des droits humains, y compris les droits des femmes et des enfants, le droit à l'emploi, le travail décent, les salaires décents, les pensions,

la protection sociale et l'intégration sont considérés aujourd'hui non pas simplement comme des impératifs moraux mais également comme des solutions pragmatiques pour faire progresser la cause des travailleurs, pour renforcer la productivité et la croissance économique et, pour les pays les plus pauvres du monde, pour faciliter la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et la réduction de la pauvreté d'ici à 2015.

La mondialisation amènerait véritablement une prospérité mondiale pour tous si toutes les nations étaient au même niveau de développement et si elles pouvaient toutes en exploiter les avantages à égalité. Malheureusement, beaucoup de pays, dont la plupart des pays d'Afrique, n'ont pas les ressources, l'infrastructure et la capacité pour exploiter ses avantages aujourd'hui. Il n'en reste pas moins que l'Afrique n'en est plus à l'âge des ténèbres. La renaissance africaine est réelle. L'Afrique est de retour. Elle est ouverte aux partenariats avec la communauté internationale en vue de rattraper son retard et de s'intégrer au processus de mondialisation. Pour cela, il nous faut un soutien supplémentaire, notamment sous la forme d'une annulation de la dette, de la mise en œuvre opportune des promesses de renforcement de l'aide et de l'appui technique, comme celles qui ont été faites par le G8 et par d'autres donateurs en général. Pour cela, il faut également la conclusion des négociations à l'Organisation mondiale du commerce, qui doit reconnaître une période de transition durant laquelle les concessions nécessaires seraient fournies aux pays en voie de développement afin qu'ils puissent devenir compétitifs sur les marchés mondiaux.

En tant que président de l'Union africaine, je ne saurais avoir meilleure tribune pour attirer l'attention du monde sur les évolutions récentes sur ce continent par lesquelles on cherche aujourd'hui à relever les défis du jour. Le lancement du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) en 2001 ainsi que la création de l'Union africaine en 2002 disent au monde entier à quel point l'Afrique est déterminée à s'engager sans hésiter avec le reste du monde dans un jeu où tout le monde serait gagnant. Le NEPAD est une initiative globale intégrée de développement durable pour la renaissance économique et sociale de l'Afrique. Son but est de planifier et de contribuer à la mise en œuvre efficace de projets d'infrastructures régionaux et continentaux afin d'ouvrir le continent de manière à faciliter l'exploitation de ses énormes ressources naturelles, mais aussi l'intégration de ses priorités dans les plans nationaux de développement en vue de renforcer la capacité des différents pays africains à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, ainsi que le renforcement des engagements sur une base équitable et juste avec la communauté internationale. Le NEPAD considère les questions de bonne gouvernance, de paix, de sécurité et de droits humains comme des questions fondamentales pour le développement en Afrique. Ce partenariat accorde également la priorité au règlement des conflits internes dans les nations qui le composent, ainsi qu'à la création d'un ordre démocratique politique.

C'est la raison pour laquelle il a mis en place le mécanisme africain d'examen par les pairs, encourageant ainsi les dirigeants et les nations à se soumettre volontairement à un examen mutuel, afin d'assurer l'intégration et la participation de leurs

sociétés tout entières dans une gouvernance à la fois transparente et responsable.

Voici quelques signes de la renaissance de l'Afrique. Je commencerai par l'élection de M^{me} Ellen Johnson Sirleaf, première femme chef d'Etat en Afrique, au Libéria, une nation qui a été plongée dans les abîmes politiques depuis quinze ans.

On a aussi l'exemple brillant du Rwanda, un pays qui a été frappé par un génocide sans précédent il y a à peine quinze ans et qui aujourd'hui est le premier pays au monde avec le pourcentage le plus élevé de femmes élues au Parlement, et ce dans une démocratie stable.

Le leadership historique du président Nelson Mandela de l'Afrique du Sud, qui a mis un terme à l'une des situations les plus honteuses qu'a connues l'humanité, l'apartheid, et qui a donné des chances à l'Afrique de maîtriser sa destinée et d'achever son indépendance, à la fois sur le plan politique et économique.

Et, enfin, récemment, les premières élections démocratiques réussies de la République démocratique du Congo après plus de quarante ans de conflits et de chaos dans un pays qui est certainement l'un des pays les plus riches en ressources naturelles du monde.

Les exemples de la renaissance africaine sont trop nombreux pour les mentionner tous. Il suffit simplement de dire que la démocratie est en train de s'enraciner dans un certain nombre de pays où l'on assiste à un transfert paisible du pouvoir d'un dirigeant élu à un autre, et non à un transfert par les armes. Sur la longue liste de pays qui sont parvenus à ce niveau de maturité politique, on citera l'Afrique du Sud, le Bénin, le Botswana, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Mali, Maurice, le Mozambique, le Sénégal, les Seychelles, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie.

Cela étant dit, l'Afrique continue de souffrir d'un certain nombre de handicaps parmi lesquels les conflits apparemment interminables dans la région du Darfour au Soudan et en Somalie. L'Union africaine, dans le cadre de ses ressources limitées, a pris l'initiative d'essayer de réunir les gouvernements et les parties aux conflits afin que ceux-ci puissent être réglés de manière pacifique, sur des bases humanitaires et constitutionnelles. Malgré l'appui que ces initiatives ont rencontré dans la communauté internationale, et notamment auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies pour le Darfour, il n'y a pour l'instant pas de lumière au bout du tunnel. J'encourage vivement des organisations telles que la vôtre à exercer toute l'influence possible afin de contribuer à régler ces problèmes qui vont à l'encontre des intérêts de l'humanité.

En ce qui concerne la situation économique, les économies africaines continuent de maintenir leur rythme de croissance enregistré depuis quelques années, si bien qu'en 2006 le taux de croissance réel du PIB était de 5,7 pour cent. Il est prévu que ce taux s'élève à 5,8 pour cent en moyenne en 2007, selon les prévisions du dernier rapport économique sur l'Afrique de 2007 de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Malgré ces taux de croissance, le continent continue d'être durement touché par l'extrême pauvreté, le chômage, les maladies, l'analphabétisme et l'absence de valeur ajoutée de leurs matières premières. Les économies non encore revitalisées de la plupart des pays africains pâtissent d'un endette-

ment très lourd, d'une aide insuffisante de la part de la communauté des donateurs, d'une structure inéquitable des échanges commerciaux et d'un manque d'investissements dans les pays. Le cycle vicieux engendré par l'effet combiné de ces handicaps est la cause de la pauvreté et de la stagnation qui frappent de manière générale le continent. Le désespoir qui en résulte provoque à son tour une émigration effrénée de nombreux jeunes en Afrique, question dont on parle partout dans le monde. Il n'y a pas un jour qui se passe sans que des chaînes de télévision dans le monde entier montrent les tristes images de jeunes africains qui arrivent sur les côtes en Europe ou ailleurs. Certains de ces jeunes auront risqué leur vie pour traverser la Méditerranée, à grands frais, et à bord de bateaux qui ne sont pas en état de naviguer ou de frêles embarcations de toutes sortes, ou encore pour traverser le désert du Sahara par des moyens dangereux et inimaginables. Ce faisant, beaucoup d'entre eux ont perdu la vie. Mais, même ceux qui réussissent se retrouvent dans la plupart des cas dans une situation qui est pire encore que celle qu'ils avaient quittée chez eux. Très souvent, ils sont arrêtés, détenus dans des conditions inhumaines avant d'être rapatriés sans un sou. Il ressort de cette triste situation que la plupart de ces jeunes ne sont pas des délinquants, mais ils sont simplement incriminés par la collusion des forces politiques et économiques, ainsi que par des instincts naturels de survie. Par conséquent, ils devraient attirer la sympathie plutôt que d'être poursuivis ou persécutés.

Dans le cadre de ce processus de mondialisation, la communauté internationale doit jouer un rôle de chef de file pour rechercher des solutions ambitieuses et pérennes pour la gestion de l'émigration. Après tout, les migrations sont depuis toujours un des principaux vecteurs de la propagation des civilisations, des rencontres interculturelles ainsi que de l'enrichissement économique et social entre tous les peuples du monde.

L'autre grand enjeu pour l'Afrique est la transmission des maladies qui sont de véritables pandémies, telles que le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose. Tout en appréciant les contributions et le soutien humanitaires massifs qui sont apportés à l'Afrique dans la lutte contre ces maladies, l'Afrique continuera néanmoins à renouveler son appel en faveur d'une plus grande coopération et davantage de soutien parce que ces maladies ne connaissent pas de frontières, compte tenu notamment de la mobilité croissante des populations dans le monde entier. Il n'est que juste que nous agissions ensemble pour surmonter ces fléaux qui frappent l'humanité.

S'agissant maintenant de mon pays, le Ghana, j'ai le plaisir de vous informer que nous sommes à l'avant-garde de la promotion de l'Agenda du travail décent. Depuis 2005, début de son deuxième mandat, le gouvernement a adopté une stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté, dont le but est d'accélérer la croissance en tant que moyen de créer des richesses, de réduire la pauvreté et d'assurer un développement social équitable. Dans le cadre de cet objectif, le gouvernement accorde un rang de priorité à trois domaines thématiques: premièrement la mise en valeur des ressources humaines; deuxièmement le développement du secteur privé; et troisièmement la bonne gouvernance.

Monsieur le Président, vous vous rappellerez que les chefs d'Etat et de gouvernement ayant participé

au Sommet extraordinaire pour l'emploi et la réduction de la pauvreté de l'Union africaine à Ouagadougou au mois de septembre 2004 avaient très largement approuvé l'Agenda du travail décent. Ce sommet a adopté une déclaration, un plan d'action, ainsi qu'un mécanisme de suivi qui engageaient les Etats Membres à placer l'emploi au centre de leurs politiques économique et sociale. Le Ghana vient d'adopter une loi portant création d'une commission des salaires équitables en consultation avec les partenaires sociaux qui sont tous représentés à cette Conférence au niveau le plus élevé. Plus tôt, ces partenaires sociaux avaient collaboré et avaient fait preuve d'un esprit de tripartisme et de dialogue social lors de la mise en place du programme par pays de promotion du travail décent, et ils avaient également appuyé la nouvelle législation du travail de 2003. Cette législation a établi une commission du travail chargée de régler les conflits sociaux pour créer la paix qui assurera un climat propice aux investissements, une augmentation de la productivité et une réduction de la pauvreté.

Nous reconnaissons également que la promotion de l'Agenda du travail décent doit commencer par le développement et l'éducation des enfants du pays. C'est la raison pour laquelle notre gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre une éducation de base obligatoire, universelle et gratuite pour tous les enfants âgés de 4 à 15 ans, un programme scolaire d'alimentation pour toutes les écoles élémentaires, ainsi qu'un service de transport gratuit en autobus scolaire là où cela est possible. Il a également lancé un programme national pour l'emploi des jeunes, à l'intention des jeunes sans emploi dans différents secteurs tels que l'éducation communautaire, l'aide à l'enseignement, les services de santé, l'assainissement et les déchets, la protection des communautés, les stages ainsi que les stages en entreprises, l'agro-industrie, le commerce et les technologies de l'information et de la communication. Certes, le financement vient uniquement du gouvernement mais ces modules sont mis en place avec l'appui et les conseils techniques des partenaires sociaux, les travailleurs syndiqués ainsi que les employeurs.

Le Ghana ne se reposera pas sur ses lauriers car il a encore un long chemin à parcourir avant de parvenir à son objectif en matière de revenu moyen qu'il s'est fixé pour 2015 et même à des cibles plus élevées pour plus tard. Le Ghana utilise cette année 2007, qui est son 50^e anniversaire en tant que nation souveraine et indépendante, pour faire le bilan de ce qu'il a accompli, pour réorienter ses priorités et pour galvaniser l'ensemble de ses citoyens afin de pouvoir appliquer son projet de développement dans le contexte africain et mondial, de manière déterminée et avec tous les avantages que le pays peut trouver. Dans ce contexte, le Ghana considère que l'OIT est un précieux partenaire et lui demande de continuer à lui apporter son soutien et sa coopération.

Monsieur le Président, j'ai le plaisir de vous informer que la neuvième session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine aura lieu à Accra,

capitale du Ghana, du 1^{er} au 3 juillet, et nous serions très heureux d'accueillir tous ceux d'entre vous qui pourraient participer à ce sommet.

Qu'il me soit permis de terminer cette allocution en invoquant les paroles très fortes que le président Nelson Mandela a prononcées lors de son investiture en tant que premier Président démocratiquement élu d'Afrique du Sud à Pretoria le 10 mai 1994. Il a déclaré: «Nous avons triomphé dans nos efforts pour implanter l'espoir dans le cœur de millions de nos compatriotes. Nous nous engageons à construire une société dans laquelle tous les Sud-africains, qu'ils soient noirs ou blancs, seront en mesure de marcher la tête haute, sans crainte dans leur cœur, assurés de leur droit inaliénable à la dignité, une nation plurielle en paix avec elle-même et avec le monde.»

Je pense pouvoir dire que le président Mandela aurait très bien pu parler pour l'humanité tout entière.

Faisons en sorte que ces mots deviennent réalité et que l'Agenda du travail décent soit le vecteur qui nous mènera à cet objectif.

Original anglais: Le PRÉSIDENT

Un grand merci au président Kufuor pour avoir partagé avec les participants à la Conférence internationale du Travail sa vision de la place de l'Afrique à l'heure de la mondialisation.

Le Ghana a compté parmi les nations africaines qui ont le mieux réussi à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. La performance du pays qui a réussi à ramener le niveau de la pauvreté de 52 pour cent en 1992 à 28,5 pour cent en 2005 est impressionnante. Dans bien d'autres domaines – l'éducation, l'alphabétisation et l'infrastructure des transports –, d'immenses progrès ont été réalisés. Votre gouvernement œuvre avec l'OIT pour faire du travail décent une réalité au Ghana et a fixé comme priorités l'emploi des jeunes, l'égalité entre les sexes, l'élimination du travail des enfants et la protection sociale, questions qui sont toutes au centre de l'action de l'OIT.

En cette année, qui marque le 50^e anniversaire de son indépendance, sous votre direction, la République du Ghana assume un rôle majeur sur le continent africain et, comme vous l'avez dit, peut effectivement conduire les nations africaines dans le village mondial.

Excellence, la Suisse est le cinquième pays que vous avez visité au cours de la dernière semaine. Nous avons suivi votre parcours à Bruxelles où vous avez rencontré le président Barroso de l'Union européenne, à Addis-Abeba en votre qualité de président de l'Union africaine, au Caire en visite d'Etat, et à Abuja à l'occasion de l'investiture de Son Excellence le Président du Nigéria.

Monsieur le Président, je vous remercie d'avoir pris le temps, dans ce programme très chargé, de venir nous parler. Je vous remercie d'avoir inclus l'OIT dans votre village mondial personnel.

(La séance est levée à 12 h 10.)

TABLE DES MATIÈRES

Page

Quatrième séance (spéciale)

Allocution de Son Excellence M. John Kufuor, Président de la République du Ghana et président de l'Union Africaine	1
<i>Orateurs:</i> Le Président, le Secrétaire général de la Conférence, M. John Kufuor	